

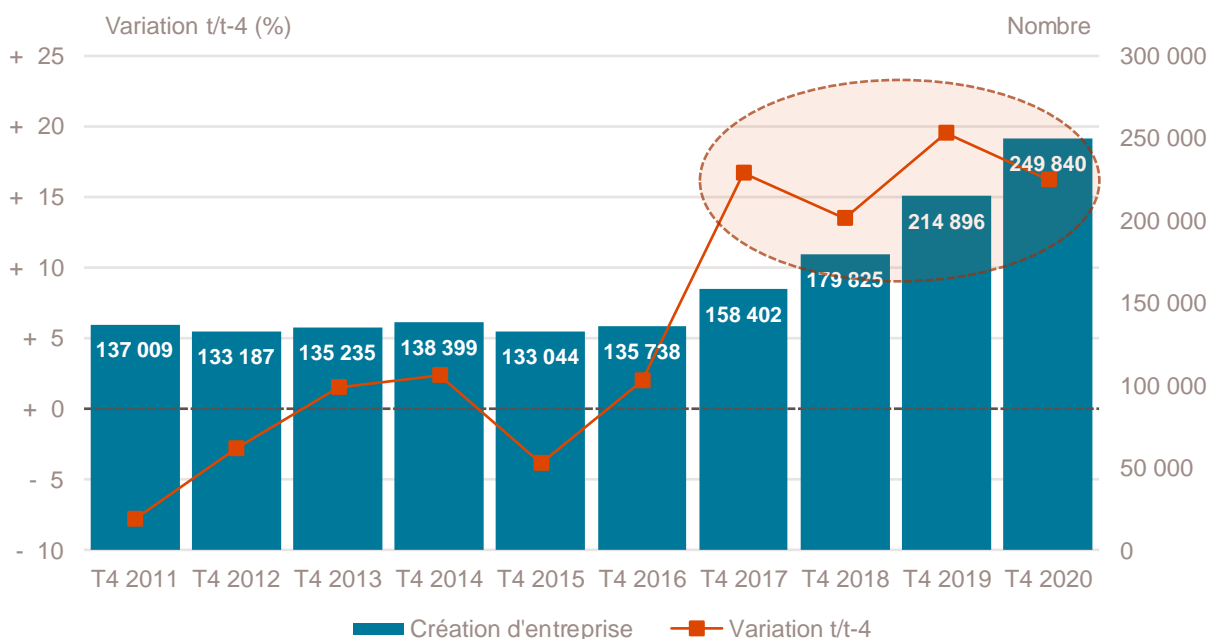
Avertissements de l'Insee : l'Insee a identifié une erreur dans les statistiques de créations d'entreprises depuis 2015. Elle porte sur la répartition des créations entre entreprises individuelles classiques et micro-entrepreneurs, sans que le volume total des créations d'entreprises ni la répartition entre sociétés et entreprises individuelles soient affectés. Des actions ont été engagées pour permettre d'assurer correctement le suivi des créations sous le régime du micro-entrepreneur dès le début de l'année 2021 avec correction des séries depuis le 1^{er} janvier 2015. D'ici-là, la répartition des créations entre micro-entrepreneurs et hors micro-entrepreneurs ne sera plus diffusée. Pour en savoir plus : [communiqué de presse](#).

Au cours du **quatrième trimestre 2020 (T4 2020)**, **près de 250 000 entreprises ont été créées en France**, un nombre **en hausse de + 16 %** par rapport à la même période de 2019.

Après les baisses de - 3 % au T1 2020 et de - 18 % au T2 2020 en raison de l'arrêt brutal de l'activité dû au confinement sanitaire de mi-mars à mi-mai, **la création d'entreprise a connu un effet de rattrapage rapide : dès juin 2020**, le nombre mensuel de créations dépassait celui de l'année précédente (voir l'[annexe 1](#)). Ainsi, **848 164 entreprises ont été créées au cours de l'année 2020**, un nombre **en hausse de + 4,0 % par rapport à 2019** qui était déjà une année record pour l'entrepreneuriat en France.

Au-delà de ce phénomène de rattrapage, **la dynamique entrepreneuriale semble également avoir renoué avec sa tendance de forte croissance des trois dernières années**. En effet, même si la croissance au T4 2020 est plus faible que celle observée au T4 2019 (+ 20 % par rapport au T4 2018), elle reste néanmoins élevée, comprise entre + 14 % et + 20 %, les bornes de l'intervalle marquant la tendance des T4 depuis 2017. Après sept mois de hausse ininterrompue de la création d'entreprise (malgré une conjoncture sanitaire difficile qui s'éternise), il est peu probable que la croissance observée soit liée uniquement à un « effet de report » dans le temps des créations.

Évolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises en France, T4 2011-2020



Lecture : au 4^e trimestre de 2020, le nombre de créations d'entreprises s'établit à 249 840, soit une hausse de + 16 % par rapport au T4 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances sectorielles

Au T4 2020, la création d'entreprise est en hausse dans tous les secteurs à l'exception de l'enseignement et des arts et spectacles.

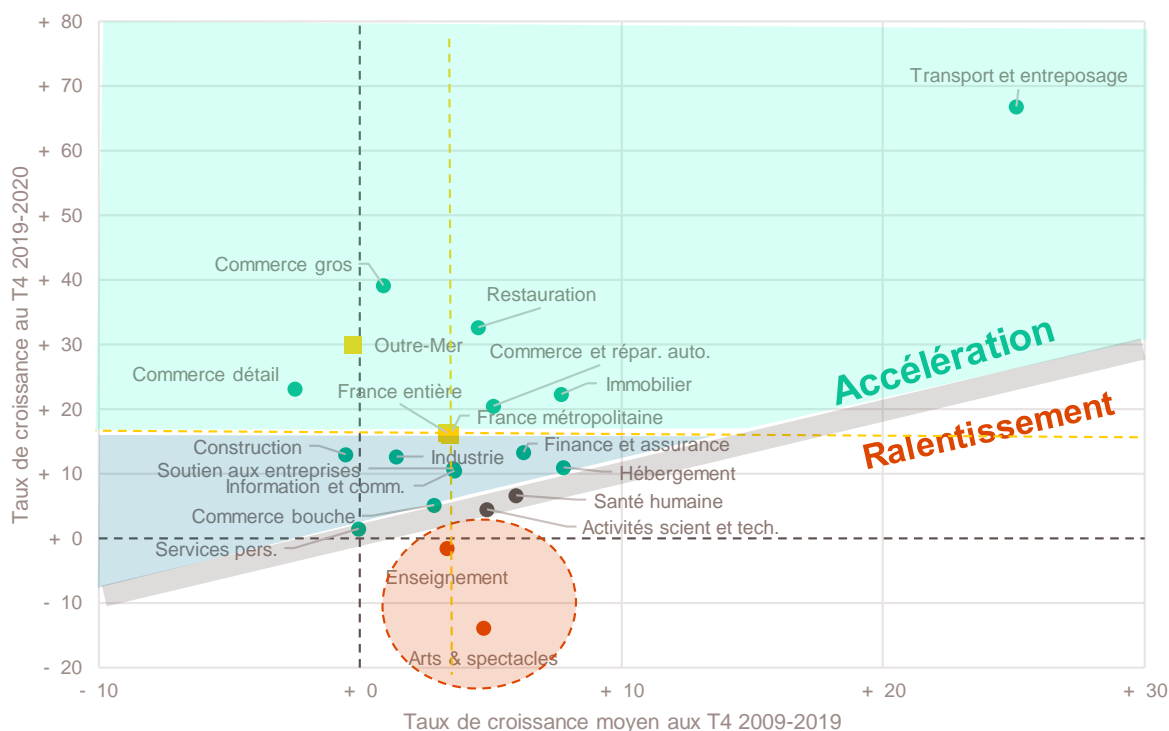
Sur ce dernier trimestre de l'année, ce sont les mêmes secteurs qu'au T3 2020 qui ont la plus forte dynamique entrepreneuriale, avec **+ 67 % pour le transport et entreposage, + 39 % pour le commerce de gros, + 33 % pour la restauration et + 23 % pour le commerce de détail**. Ces secteurs, auxquels s'ajoutent l'immobilier et le commerce et réparation automobile, sont également **en accélération par rapport à leur tendance de long terme** sur cette période et sont, de fait, **moteurs de la croissance de l'entrepreneuriat au T4 2020** (leur dynamique est nettement plus élevée que celle de la France, tous secteurs confondus : + 16 %). Le **transport et entreposage continue de se démarquer** avec la plus forte hausse (+ 67 %) au T4 2020 contre une évolution moyenne de + 25 % au même trimestre sur les dix dernières années (voir les annexes 2 et 3 pour les chiffres par secteur).

En revanche, la **création d'entreprise recule très fortement dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives** (- 14 % au T4 2020) après l'envolée observée au T3 (+ 33 %). Même constat, mais à un niveau moindre, dans **l'enseignement** : - 1 % au T4 2020 après + 6 % au T3. **La dynamique entrepreneuriale ralentit dans ces deux secteurs** par rapport à leur tendance de long terme sur ce quatrième trimestre (TCAM 2009-2019 respectifs de + 5 % et + 3 %).

Le rythme de création d'entreprise est **stable dans les activités scientifiques et techniques, la santé humaine, et les services en direction des personnes** : la croissance du nombre de nouvelles entreprises au T4 2020 est équivalente à l'évolution moyenne de long terme.

La création d'entreprise dans le **commerce de bouche, la construction, l'hébergement, l'industrie, la finance et assurance, le soutien aux entreprises et l'information et communication** est en accélération par rapport à sa tendance de long terme, même si la hausse du nombre de créations au T4 2020 reste inférieure à celle pour la France entière.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par secteur, T4 2020



Lecture : la création d'entreprise dans le commerce de détail a augmenté de + 23 % au T4 2020 par rapport au T4 2019. Elle était néanmoins en baisse sur les T4 des dix dernières années (- 2 % en moyenne). Le commerce de détail est donc un secteur en hausse et en accélération par rapport à sa tendance entrepreneuriale de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T4 2019 et 2020 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T4 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T4 2020 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque secteur par rapport à la moyenne nationale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Le T4 2020 a vu un réel **essor** de la création d'entreprise dans certaines **activités du commerce de gros** (habillement et chaussures, fruits et légumes, autres biens domestiques, parfumerie, articles médicaux, boissons...) et **de la vente à distance** (sur catalogue spécialisé ou général). Il en est de même pour les **activités de désinfection, désinsectisation, dératisation, les autres activités de poste et de courrier, la restauration de type rapide, la réparation de biens personnels et domestiques ainsi que les activités de centres d'appels**.

À l'inverse, parmi les **plus fortes baisses** se trouvent les **activités de l'événementiel** (organisation de foires, salons professionnels et congrès, autres services de réservation et activités connexes, activités de sécurité privée), les **activités artistiques en présentiel ou en lien avec l'événementiel** (autres activités récréatives et de loisirs, activités de soutien au spectacle vivant), mais aussi certaines activités de **commerce de détail** (sur éventaires et marchés, habillement en magasin spécialisé) et de **l'enseignement** (enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs, enseignement secondaire technique ou professionnel, enseignement culturel).

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises, T4 2020

T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T4 2019-2020 %
4642Z-Commerce de gros d'habillement et de chaussures	752	+ 559,6
4631Z-Commerce de gros de fruits et légumes	247	+ 233,8
4649Z-Commerce de gros d'autres biens domestiques	402	+ 232,2
4645Z-Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	273	+ 162,5
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	4 863	+ 147,7
8129A-Désinfection, désinsectisation, dératisation	207	+ 132,6
4774Z-Comm. de dét. d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spé.	200	+ 100,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	27 646	+ 97,3
9529Z-Réparation d'autres biens personnels et domestiques	1 703	+ 94,0
5610C-Restauration de type rapide	7 852	+ 77,0
4719B-Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	513	+ 67,6
9003A-Création artistique relevant des arts plastiques	2 239	+ 63,7
8220Z-Activités de centres d'appels	199	+ 61,8
3832Z-Récupération de déchets triés	351	+ 61,8
4634Z-Commerce de gros de boissons	281	+ 60,6
4791A-Vente à distance sur catalogue général	5 516	+ 55,2
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	907	+ 55,0
5920Z-Enregistrement sonore et édition musicale	507	+ 53,2
4399D-Autres travaux spécialisés de construction	261	+ 51,7
4639B-Commerce de gros alimentaire non spécialisé	249	+ 50,0

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises, T4 2020

T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T4 2019-2020 %
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	424	- 55,1
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	2 107	- 47,5
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	238	- 38,7
5630Z-Débits de boissons	484	- 38,7
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	314	- 31,6
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	2 486	- 29,4
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	1 366	- 28,4
5610A-Restauration traditionnelle	1 262	- 28,4
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	652	- 27,1
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	899	- 25,6
8891A-Accueil de jeunes enfants	441	- 25,4
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	1 793	- 25,0
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	1 098	- 24,6
8532Z-Enseignement secondaire technique ou professionnel	303	- 23,7
4778C-Autres commerces de détail spécialisés divers	600	- 23,7
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	3 357	- 22,8
7220Z-Recherche-développement en sciences humaines et sociales	197	- 21,2
8552Z-Enseignement culturel	1 133	- 19,6
8010Z-Activités de sécurité privée	260	- 17,5
4120B-Construction d'autres bâtiments	292	- 16,3

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité régionale

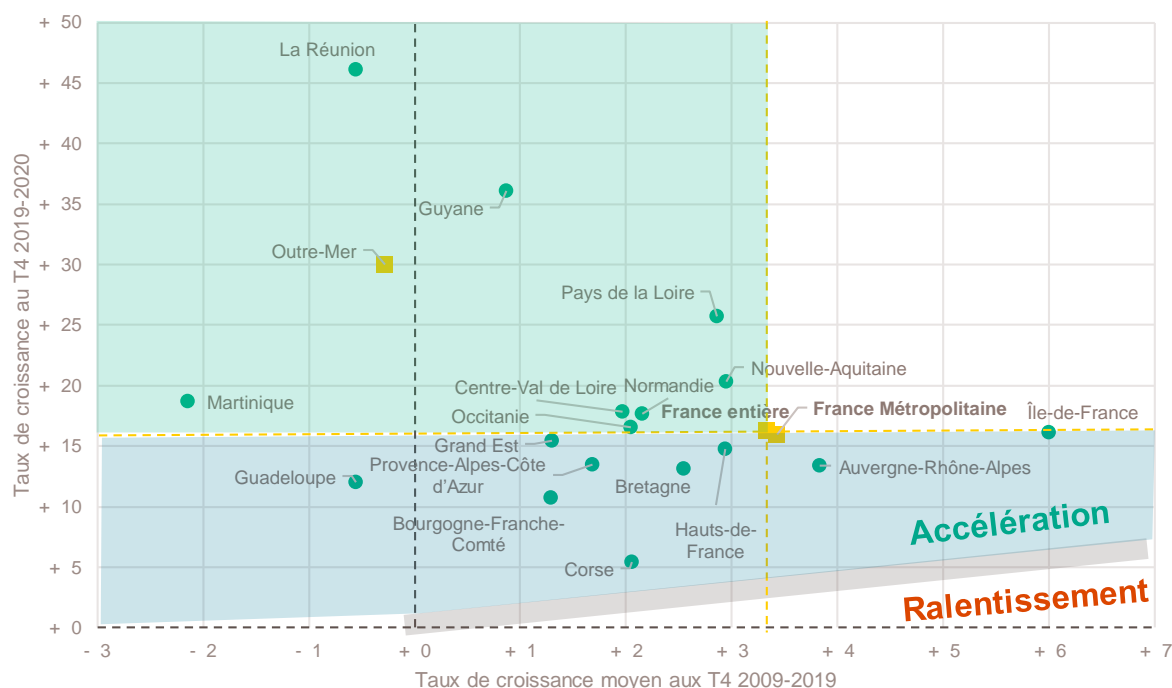
Toutes les régions participent à la hausse de la création d'entreprise en France au T4 2020. Elles sont également toutes témoins d'une **accélération** de leur dynamique entrepreneuriale par rapport à leur tendance de longue période (T4 2009-2019 ; voir l'[annexe 4](#) pour les chiffres par région et département et l'[annexe 5](#) pour la carte correspondant à l'évolution des créations dans les départements).

La Réunion et la Guyane pour l'Outre-mer et Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine pour la France métropolitaine ont été les **locomotives de la dynamique entrepreneuriale au T4 2020**, avec les plus fortes croissances du nombre de créations d'entreprises par rapport au T4 2019 (nettement supérieures à l'évolution nationale).

La région **Île-de-France**, qui tirait le mouvement des créations au T3 2020 (évolution la plus élevée de Métropole par rapport à la moyenne française à court et à long termes), rejoint au T4 2020 le peloton des régions **dans la moyenne française : Centre-Val de Loire, Normandie, Occitanie, Grand Est et Hauts-de-France**.

Les régions **Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Corse**, sont également en accélération par rapport à leur tendance de long terme au T4 2020, mais leur dynamique entrepreneuriale de court terme est moins soutenue que la moyenne française (métropolitaine) sur ce quatrième trimestre de l'année 2020.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par région, T4 2020



Lecture : la création d'entreprise en Guadeloupe a augmenté de + 12 % au T4 2020 par rapport T4 2019, alors qu'elle était en baisse au cours des quatrièmes trimestres entre 2009 et 2019 (- 0,6 % en moyenne par an). La Guadeloupe est donc en accélération au T4 2020. Elle fait également partie des régions dont la dynamique de création d'entreprise à court comme à long terme reste inférieure à celle de la France, toutes régions confondues.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T4 2019 et 2020 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T4 de la période 2019-20219 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T4 2020 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque région par rapport à la moyenne nationale.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Contributions sectorielles dans les régions

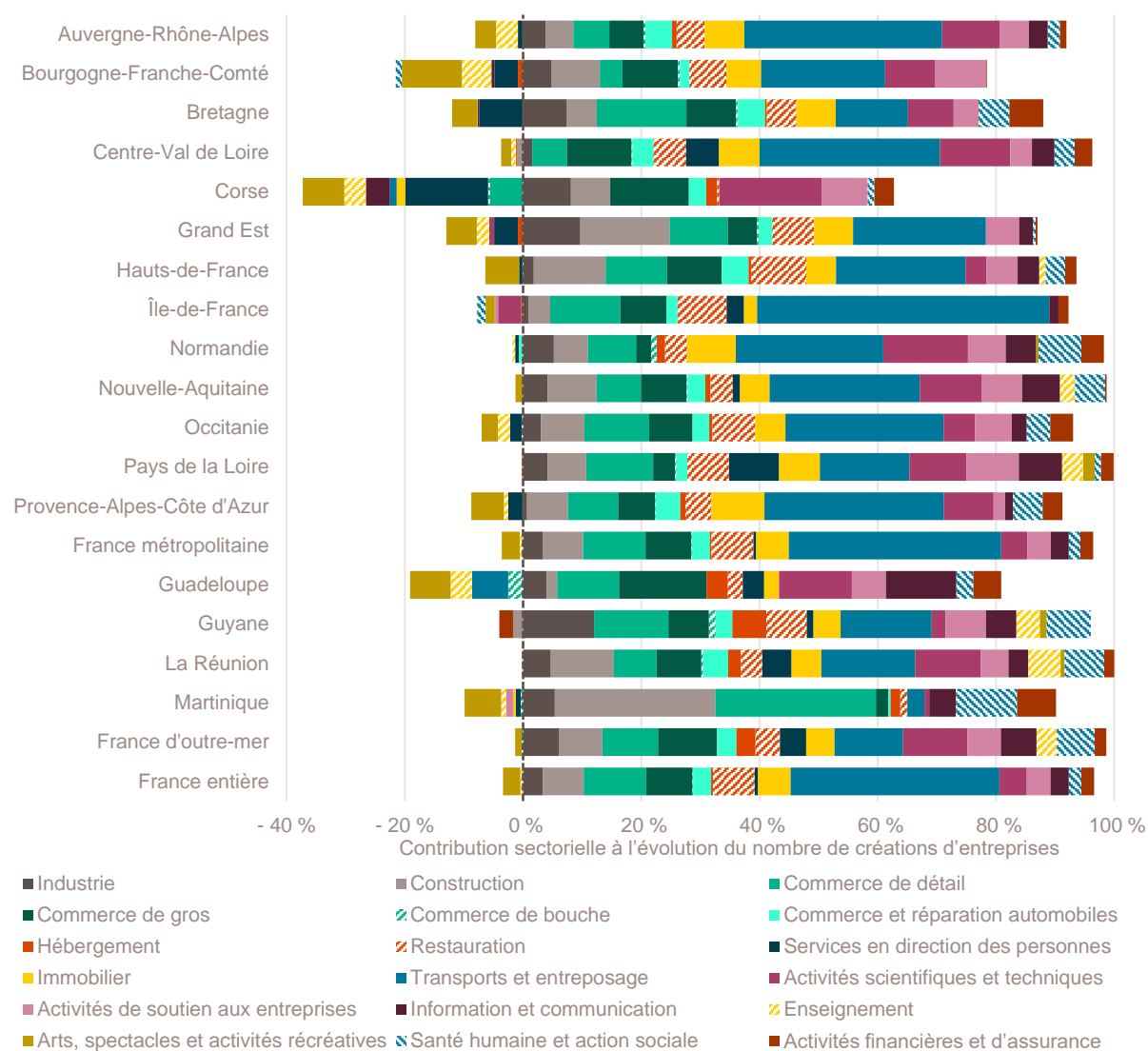
Au T4 2020, le transport et entreposage est le secteur le plus contributif à la création dans la plupart des régions à l'exception de la Bretagne (en 2^e position derrière le commerce de détail), de la Corse et de la Martinique (impact quasi-nul), ou encore de la Guadeloupe (impact négatif). Sur la France entière (hors Mayotte), le secteur explique, à lui-seul, 38 % de la croissance entrepreneuriale au T4 2020. Cette contribution atteint 59 % en Île-de-France.

L'industrie, le commerce de gros et la restauration sont les trois autres secteurs qui contribuent le plus à la hausse des créations d'entreprises dans les régions. Ils sont à l'origine d'un cinquième de la dynamique entrepreneuriale nationale (contribution cumulée de + 3,2 points de pourcentage dans une évolution de + 16,2 %). Quant au **commerce de détail**, il y participe également très activement, en particulier en Bretagne, mais pas en Corse (impact négatif). **Les activités scientifiques et techniques ont, quant à elle, favorisé la création partout en France, sauf en Île-de-France.**

L'hébergement porte la création dans 12 régions au T4 2020 mais la freine dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. **Les services en direction des personnes favorisent la création dans 7 régions** mais la pénalise en Corse, en Bretagne, en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand Est.

Le rythme des créations dans les arts, spectacles et activités récréatives est pénalisant dans la quasi-totalité des régions. Dans **l'enseignement, la situation est plus variée** : ce secteur a fortement pesé à la baisse en Bourgogne-Franche-Comté, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Corse, et dans une moindre mesure dans le Grand Est et en Occitanie, tandis qu'il a contribué à la hausse des créations en Nouvelle-Aquitaine, dans les Pays de la Loire, mais surtout en Guyane et à La Réunion.

Contribution sectorielle à l'évolution des créations d'entreprises régionales, T4 2020

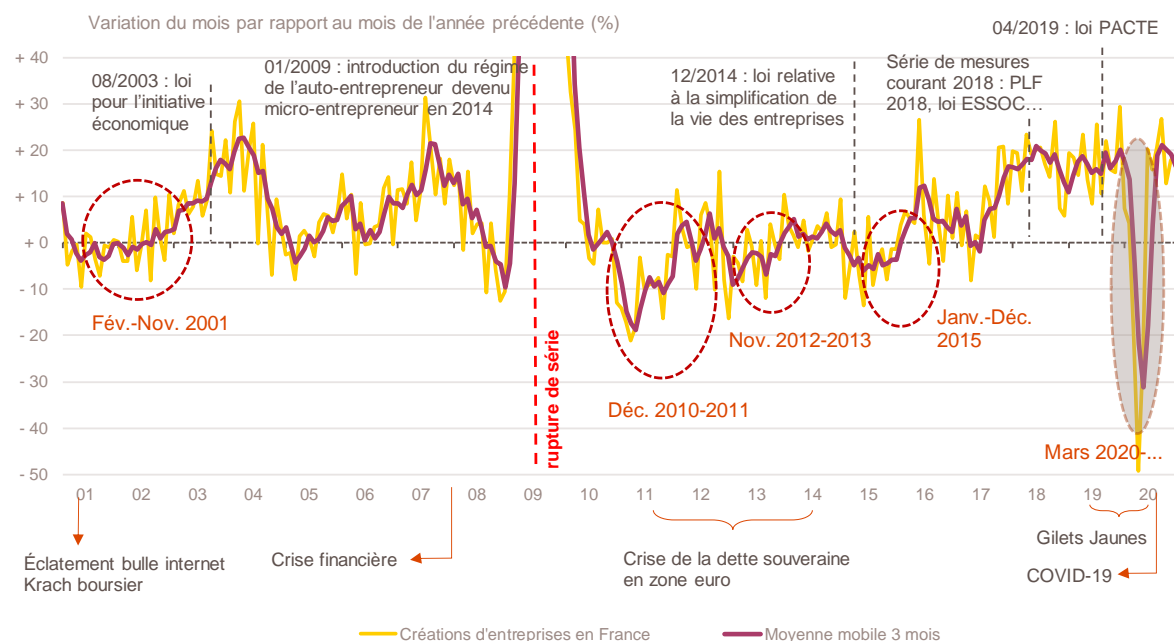


Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexes

Annexe 1 – Évolution de la création d'entreprise en France sur 20 ans, jan 2001-déc 2020



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise en France par secteur d'activité, T4 2020

T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T4 2019-2020 %	TCAM T4 2009-2019 %	Contributions T4 2019-2020 (point de %)
Activités secondaires	34 394	+ 12,9	+ 0,0	+ 1,8
Industrie	11 299	+ 12,7	+ 1,4	+ 0,6
Construction	23 095	+ 13,0	- 0,5	+ 1,2
Activités de type commerce	66 152	+ 20,1	+ 0,3	+ 5,2
Commerce de détail	21 273	+ 23,2	- 2,5	+ 1,9
Commerce de gros	10 375	+ 39,2	+ 0,9	+ 1,4
Commerce de bouche ^a	747	+ 5,2	+ 2,8	+ 0,0
Commerce et réparation automobiles	6 746	+ 20,4	+ 5,1	+ 0,5
Hébergement	1 276	+ 11,0	+ 7,8	+ 0,1
Restauration	10 709	+ 32,6	+ 4,5	+ 1,2
Services en direction des personnes	15 026	+ 1,5	- 0,1	+ 0,1
Activités de type services	149 294	+ 15,4	+ 6,2	+ 9,3
Immobilier	11 196	+ 22,3	+ 7,7	+ 1,0
Transports et entreposage	32 725	+ 66,8	+ 25,1	+ 6,1
Activités scientifiques et techniques	40 308	+ 4,5	+ 4,8	+ 0,8
Activités de soutien aux entreprises	15 588	+ 10,7	+ 3,6	+ 0,7
Information et communication	12 324	+ 10,5	+ 3,6	+ 0,5
Enseignement	10 335	- 1,5	+ 3,3	- 0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	6 891	- 13,9	+ 4,7	- 0,5
Santé humaine et action sociale ^b	13 006	+ 6,6	+ 6,0	+ 0,4
Activités financières et d'assurance	6 921	+ 13,3	+ 6,2	+ 0,4
Activités des sociétés holding	2 467	+ 22,1	+ 2,2	+ 0,2
Total France entière	249 840	+ 16,3	+ 3,3	+ 16,3

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises, T4 2020

T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T4 2019-2020 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	27 646	+ 97,3
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	17 116	+ 6,6
5610C-Restauration de type rapide	7 852	+ 77,0
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	6 460	- 11,7
6831Z-Agences immobilières	6 344	+ 27,6
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	6 343	+ 22,3
4791A-Vente à distance sur catalogue général	5 516	+ 55,2
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	4 863	+ 147,7
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	4 720	+ 8,8
6201Z-Programmation informatique	4 685	+ 10,8
8559B-Autres enseignements	4 546	+ 6,2
7410Z-Activités spécialisées de design	4 506	+ 21,5
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	3 968	+ 29,7
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	3 860	+ 28,7
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	3 722	+ 11,9
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	3 357	- 22,8
9602B-Soins de beauté	3 299	+ 10,7
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	3 156	- 13,1
7112B-Ingénierie, études techniques	3 095	+ 22,3
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	2 600	+ 13,9

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 4 – Création d'entreprise en France par région et département, T4 2020

T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Part des ZRR %	Évolution T4 2019-2020 %	TCAM T4 2009-2019 %	Contributions T4 2019-2020 (pts. de %)
Auvergne-Rhône-Alpes	30 368	7,5	+ 13,4	+ 3,8	+ 1,7
01 - Ain	1 868	1,3	+ 9,8	+ 3,9	+ 0,6
03 - Allier	662	52,9	+ 12,4	+ 0,6	+ 0,3
07 - Ardèche	927	31,7	+ 19,9	+ 2,2	+ 0,6
15 - Cantal	249	66,3	+ 25,8	- 2,1	+ 0,2
26 - Drôme	1 725	20,8	+ 6,0	+ 2,1	+ 0,4
38 - Isère	4 635	1,3	+ 9,3	+ 3,0	+ 1,5
42 - Loire	2 468	3,1	+ 20,6	+ 3,5	+ 1,6
43 - Haute-Loire	547	79,2	+ 20,8	- 0,2	+ 0,4
63 - Puy-de-Dôme	1 913	20,6	+ 23,5	+ 3,1	+ 1,4
69 - Rhône	10 323	0,1	+ 12,6	+ 6,3	+ 4,3
73 - Savoie	1 775	6,0	+ 7,8	+ 2,7	+ 0,5
74 - Haute-Savoie	3 276	0,0	+ 17,2	+ 3,2	+ 1,8
Bourgogne-Franche-Comté	6 662	24,5	+ 10,8	+ 1,3	+ 0,3
21 - Côte-d'Or	1 554	15,1	+ 7,2	+ 3,3	+ 1,7
25 - Doubs	1 333	11,0	+ 8,4	+ 1,7	+ 1,7
39 - Jura	623	32,6	+ 13,7	+ 0,6	+ 1,2
58 - Nièvre	370	59,2	+ 18,6	- 1,3	+ 1,0
70 - Haute-Saône	430	45,8	+ 8,9	- 0,8	+ 0,6
71 - Saône-et-Loire	1 225	29,1	+ 13,4	+ 1,2	+ 2,4
89 - Yonne	752	36,6	+ 5,2	+ 0,8	+ 0,6
90 - Territoire-de-Belfort	375	0,0	+ 31,6	+ 0,1	+ 1,5
Bretagne	8 125	8,2	+ 13,1	+ 2,5	+ 0,4
22 - Côtes-d'Armor	1 214	16,5	+ 11,7	+ 1,3	+ 1,8
29 - Finistère	1 921	5,1	+ 15,4	+ 1,6	+ 3,6
35 - Ille-et-Vilaine	3 156	1,0	+ 13,6	+ 3,9	+ 5,2
56 - Morbihan	1 834	18,4	+ 11,0	+ 2,3	+ 2,5
Centre-Val de Loire	6 386	18,6	+ 17,9	+ 2,0	+ 0,5
18 - Cher	631	36,0	+ 23,7	- 0,2	+ 2,2
28 - Eure-et-Loir	984	14,6	+ 10,9	+ 2,0	+ 1,8
36 - Indre	431	59,4	+ 26,0	+ 0,7	+ 1,6
37 - Indre-et-Loire	1 825	14,0	+ 20,4	+ 3,4	+ 5,7
41 - Loir-et-Cher	715	33,8	+ 12,2	+ 1,1	+ 1,4
45 - Loiret	1 800	3,6	+ 18,0	+ 2,1	+ 5,1
Corse	1 340	48,4	+ 5,4	+ 2,1	+ 0,0
2A - Corse-du-Sud	684	43,0	+ 2,7	+ 2,3	+ 1,4
2B - Haute-corse	656	54,0	+ 8,4	+ 1,7	+ 4,0
Grand Est	13 516	11,4	+ 15,5	+ 1,3	+ 0,8
08 - Ardennes	570	41,9	+ 19,5	- 0,2	+ 0,8
10 - Aube	774	22,9	+ 15,4	+ 1,7	+ 0,9
51 - Marne	1 531	21,2	+ 16,4	+ 2,4	+ 1,8
52 - Haute-Marne	289	71,6	+ 13,8	- 0,4	+ 0,3
54 - Meurthe-et-Moselle	1 897	6,3	+ 22,9	+ 1,4	+ 3,0
55 - Meuse	301	79,7	+ 18,0	- 1,1	+ 0,4
57 - Moselle	2 263	2,3	+ 17,3	+ 0,4	+ 2,8
67 - Bas-Rhin	3 216	0,0	+ 10,6	+ 2,0	+ 2,6
68 - Haut-Rhin	1 928	0,0	+ 17,3	+ 1,1	+ 2,4
88 - Vosges	747	23,4	+ 5,4	+ 1,7	+ 0,3
Hauts-de-France	14 891	4,6	+ 14,8	+ 2,9	+ 0,9
02 - Aisne	879	34,9	+ 14,6	- 0,2	+ 0,9
59 - Nord	7 992	0,0	+ 15,6	+ 4,4	+ 8,3
60 - Oise	2 026	3,8	+ 18,8	+ 1,2	+ 2,5
62 - Pas-de-Calais	2 799	4,2	+ 9,6	+ 1,5	+ 1,9
80 - Somme	1 195	14,8	+ 15,5	+ 3,6	+ 1,2

Lecture : 30 368 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T4 2020, un nombre en hausse de + 13 % par rapport au T4 2019 (pour une évolution moyenne de + 4 % aux T4 entre 2009 et 2019). Parmi ces créations, 8 % se sont implantées dans les communes en ZRR (Zone de revitalisation rurale). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 2 points de pourcentage. Le département de l'Ain, avec 1 868 créations au T4 2020 et une évolution de + 10 % par rapport au T4 2019, contribue à hauteur de 1 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

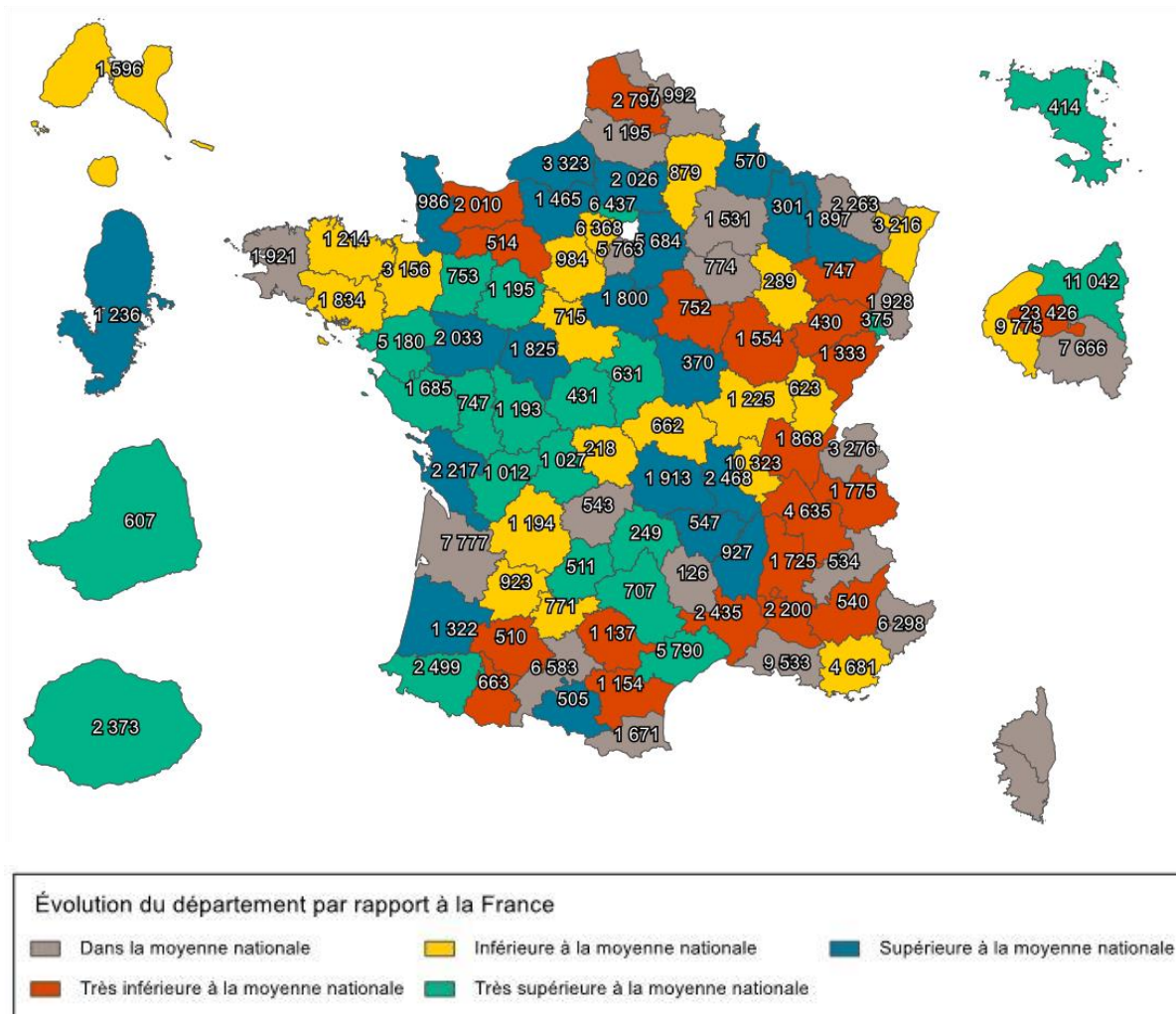
T4 2020	Nombre de créations d'entreprises	Part des ZRR %	Évolution T4 2019-2020 %	TCAM T4 2009-2019 %	Contributions T4 2019-2020 (pts. de %)
Île-de-France	76 161	0,1	+ 16,1	+ 6,0	+ 4,9
75 - Paris	23 426	0,0	+ 9,5	+ 5,7	+ 3,1
77 - Seine-et-Marne	5 684	0,8	+ 19,4	+ 4,7	+ 1,4
78 - Yvelines	6 368	0,0	+ 13,8	+ 5,1	+ 1,2
91 - Essonne	5 763	0,0	+ 16,4	+ 5,3	+ 1,2
92 - Hauts-de-Seine	9 775	0,0	+ 11,3	+ 5,2	+ 1,5
93 - Seine-Saint-Denis	11 042	0,0	+ 33,2	+ 8,1	+ 4,2
94 - Val-de-Marne	7 666	0,0	+ 16,3	+ 7,0	+ 1,6
95 - Val-d'Oise	6 437	0,0	+ 23,6	+ 7,6	+ 1,9
Normandie	8 298	13,9	+ 17,6	+ 2,2	+ 0,6
14 - Calvados	2 010	11,9	+ 8,2	+ 2,6	+ 2,2
27 - Eure	1 465	4,8	+ 22,7	+ 0,7	+ 3,8
50 - Manche	986	33,1	+ 18,9	+ 2,2	+ 2,2
61 - Orne	514	70,4	+ 7,8	- 0,1	+ 0,5
76 - Seine-Maritime	3 323	4,6	+ 23,2	+ 3,0	+ 8,9
Nouvelle-Aquitaine	20 672	24,8	+ 20,3	+ 2,9	+ 1,6
16 - Charente	1 012	40,7	+ 36,2	+ 0,9	+ 1,6
17 - Charente-Maritime	2 217	19,7	+ 23,0	+ 2,1	+ 2,4
19 - Corrèze	543	51,7	+ 15,5	- 0,1	+ 0,4
23 - Creuse	218	100,0	+ 11,8	- 0,4	+ 0,1
24 - Dordogne	1 194	57,2	+ 13,9	+ 0,7	+ 0,8
33 - Gironde	7 777	8,0	+ 16,8	+ 5,6	+ 6,5
40 - Landes	1 322	53,3	+ 20,2	+ 1,8	+ 1,3
47 - Lot-et-Garonne	923	41,7	+ 11,1	+ 2,4	+ 0,5
64 - Pyrénées-Atlantiques	2 499	13,9	+ 24,8	+ 2,4	+ 2,9
79 - Deux-Sèvres	747	60,5	+ 27,5	- 0,1	+ 0,9
86 - Vienne	1 193	24,7	+ 27,2	+ 1,0	+ 1,5
87 - Haute-Vienne	1 027	28,8	+ 27,3	+ 3,4	+ 1,3
Occitanie	22 563	20,6	+ 16,6	+ 2,0	+ 1,5
09 - Ariège	505	68,3	+ 18,3	+ 0,1	+ 0,4
11 - Aude	1 154	35,7	+ 10,1	+ 0,8	+ 0,5
12 - Aveyron	707	100,0	+ 26,3	- 0,1	+ 0,8
30 - Gard	2 435	10,8	+ 10,1	+ 0,0	+ 1,2
31 - Haute-Garonne	6 583	5,4	+ 15,9	+ 4,8	+ 4,7
32 - Gers	510	76,1	+ 9,2	- 0,3	+ 0,2
34 - Hérault	5 790	4,1	+ 24,7	+ 2,5	+ 5,9
46 - Lot	511	100,0	+ 29,4	+ 0,4	+ 0,6
48 - Lozère	126	100,0	+ 16,7	- 3,0	+ 0,1
65 - Hautes-Pyrénées	663	50,5	+ 8,7	+ 1,5	+ 0,3
66 - Pyrénées-Orientales	1 671	13,2	+ 15,2	- 0,3	+ 1,1
81 - Tarn	1 137	45,9	+ 5,6	+ 3,0	+ 0,3
82 - Tarn-et-Garonne	771	30,2	+ 12,9	+ 1,1	+ 0,5
Pays de la Loire	10 846	10,1	+ 25,8	+ 2,9	+ 1,0
44 - Loire-Atlantique	5 180	2,6	+ 24,6	+ 4,5	+ 11,9
49 - Maine-et-Loire	2 033	12,8	+ 20,6	+ 2,3	+ 4,0
53 - Mayenne	753	34,8	+ 38,2	+ 2,3	+ 2,4
72 - Sarthe	1 195	20,6	+ 28,4	+ 1,2	+ 3,1
85 - Vendée	1 685	11,3	+ 29,0	+ 0,7	+ 4,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 786	6,2	+ 13,5	+ 1,7	+ 1,3
04 - Alpes-de-Haute-Provence	540	71,3	+ 5,5	+ 1,1	+ 0,1
05 - Hautes-Alpes	534	61,6	+ 17,9	+ 0,4	+ 0,4
06 - Alpes-Maritimes	6 298	1,1	+ 14,8	+ 1,5	+ 3,9
13 - Bouches-du-Rhône	9 533	3,3	+ 15,7	+ 2,2	+ 6,2
83 - Var	4 681	2,5	+ 13,0	+ 1,5	+ 2,6
84 - Vaucluse	2 200	11,4	+ 3,8	+ 1,1	+ 0,4
France métrop. hors Île-de-France	167 453	13,2	+ 15,9	+ 2,5	+ 109,4
France métropolitaine	243 614	9,1	+ 15,9	+ 3,4	+ 15,6
France d'outre-mer	6 226	46,7	+ 30,0	- 0,3	+ 6,9
971 - Guadeloupe	1 596	0,0	+ 12,0	- 0,6	+ 0,8
972 - Martinique	1 236	0,0	+ 18,7	- 2,1	+ 0,9
973 - Guyane	607	100,0	+ 36,1	+ 0,9	+ 0,8
974 - La Réunion	2 373	97,1	+ 46,1	- 0,6	+ 3,6
976 - Mayotte	414	0,0	+ 63,0	+ 4,0	+ 0,1
France entière	249 840	10,0	+ 16,3	+ 3,3	+ 16,3

Lecture : 76 161 entreprises ont vu le jour en Île-de-France au T4 2020, un nombre en hausse de + 16 % par rapport au T4 2019 (pour une évolution moyenne de + 6 % aux T4 entre 2009 et 2019). Parmi ces créations, aucune ne s'est implantée dans une commune en ZRR (Zone de revitalisation rurale). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 5 points de pourcentage. Le département de Paris, avec 23 426 créations au T4 2020 et une évolution de + 10 % par rapport au T4 2019, contribue à hauteur de 3 points de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Île-de-France).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 5 – Nombre de créations d’entreprises en France par département et dynamique entrepreneuriale du département par rapport à l’évolution nationale, T4 2020



Lecture : 9 533 entreprises ont vu le jour dans les Bouches-du-Rhône au T4 2020. L'évolution de la création d'entreprise dans ce département sur ce trimestre par rapport au T4 2019 (+ 16 %) est dans la moyenne nationale (+ 16 %).

Note de lecture : les départements sont classés en quintiles (5 groupes, chacun contenant 20 départements, soit un cinquième du total du nombre de départements) selon leur dynamisme par rapport à l'évolution nationale. Le premier quintile regroupe donc les départements qui ont une évolution « très inférieure à la moyenne nationale », à savoir les 20 départements qui présentent les plus faibles évolutions, compte tenu de l'évolution nationale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

➔ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat en point de pourcentage ou en pourcentage.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

➔ Pour en savoir plus, voir la rubrique sur le [régime du micro-entrepreneur](#) sur le site de Bpifrance Création.

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

➔ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées aux ZRR](#) sur le site de la DGE.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 28/01/2021.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprise en France, éléments clés du 4^e trimestre 2020*. Bpifrance Création, janvier 2021 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.